

# **LIVRET D'ACCUEIL**

## **SEMINAIRE**

**12 JANVIER 2016**

**Lycée Polyvalent  
Le Garros**



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PREFET DU GERS**

SEMINAIRE 12 JANVIER 2016  
« Evaluer un projet éducatif de territoire autour de l'éducation partagée »

**Objectif** : permettre à tous de procéder à l'évaluation du PEDT :

- Donner du sens à l'évaluation
- Réfléchir sur l'éducation partagée
- Partager une méthode commune pour plus de cohérence de l'évaluation

**Matin : de 9h à 12h30**

**9h-9h30 : Accueil participants**

**9h30-10h : Introduction de la journée :**

Partenaires institutionnels : Jean-Philippe Rodriguez, secrétaire général de la DSDEN, Dominique Chabannet directeur de la DDCSPP, Florence Commelin directrice de l'action sociale à la CAF, Philippe Dupouy, Vice président du CD, Alain Broseta, secrétaire général de l'Association des maires.

**10h-10h15 - Principe de l'éducation partagée**, par Bertrand Marsol des Francas du Gers

**10h15-10h30 - Principe de l'évaluation et de l'intervention de l'INJEP**, Gérard Marquié chargé d'étude et de recherche à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)

**10h45-12h30 - Travail en Ateliers**

**Atelier 1- Place des parents dans l'éducation partagée**

Animateur d'Atelier : Christine Grenier association Arcolan de Cologne

Quelle participation des parents aux projets éducatifs de territoire ?  
Quels sont les espaces de partage et d'échange avec les parents ?  
Quels sont les modes de participation possibles ?  
Quelle communication est proposée aux parents ?

**Atelier 2- Place des associations**

Animateur d'atelier : Bertrand Marsol des Francas du Gers

Quelle place les associations occupent dans les comités de pilotage ?  
Quelle place pour les associations dans les conseils d'école ?  
Quelles nouvelles dynamiques pour les associations ?

**Atelier 3 - Articulation du temps scolaire et du temps périscolaire**

Animatrice d'atelier : Cathy Leplus de la ligue de l'enseignement du Gers .../...

Quels nouveaux espaces de travail ?

Quels temps d'échanges ?

Quelles pratiques éducatives partagées entre les enseignants et les animateurs ?

Quelle transformation de l'espace et de l'organisation de la journée de l'enfant ?

**12h45 : Repas au lycée du Garros**

**Après-midi : 14h-18h**

**14h - 14h45 : Restitution des trois ateliers**

10 mn pour chaque rapporteur

**14h45h-15h45h : Questions et échanges avec les participants**

**15h45h -16h : Pause**

**16h-18h : L'évaluation et ses enjeux**

- Principes et objectifs
- Impacts et indicateurs
- Modalités d'application
- Evaluation et valorisation

**17h45-18h : Eléments de conclusion et clôture du séminaire** par Nadine Canton, inspectrice du service jeunesse et sports et Sébastien Agelou, CEPJ DDSCPP.

Verre de l'amitié

# Le projet éducatif local, pour une action éducative concertée

**Le projet éducatif local constitue une dynamique pour penser et mettre en œuvre, au plan local, une action éducative concertée. Historiquement, les Francas ont pensé et porté sur les territoires le concept de projet éducatif local (PEL lorsque nous utilisons un sigle). C'est cette dénomination qui est maintenue dans nos textes, bien que le projet de loi et les décrets retiennent l'appellation projet éducatif territorial, siglée PEDT.**

## **Définir l'éducation et l'action éducative**

**L**a démarche de mise en vie d'un projet éducatif local permet de déterminer l'ensemble des valeurs, des principes et des priorités sur lesquels les institutions éducatives<sup>1</sup> d'un territoire se mettent d'accord. Elles vont les partager, définir les ambitions éducatrices du territoire, rechercher une cohérence dans leurs approches afin que ces ambitions se concrétisent.

Le projet éducatif local est, sans nul doute, une démarche pour opérationnaliser un projet local d'éducation décliné à partir du cadre national institué par la loi.

## **L'implication des acteurs pour une synergie des actions éducatives territoriales**

L'élaboration d'un projet éducatif local invite les différents acteurs éducatifs du territoire à entrer dans un processus d'élaboration partagée et d'accompagnement mutuel.

Il mobilise les institutions éducatives et les parents dans un processus visant la construction d'un projet commun des temps et des parcours éducatifs.

Le projet éducatif local s'attache à faire lien entre les différents projets éducatifs des institutions, de chaque espace éducatif, de chaque structure. Il ne se substitue pas à ceux-ci.

Le projet d'école ou d'établissement prend en compte les temps qui précèdent, qui suivent les temps scolaires et se réfère aux autres projets des structures environnantes (centre de loisirs, accueil périscolaire du soir, conservatoire, école d'art...).

Simultanément, le projet éducatif du centre

de loisirs prend en compte l'organisation des temps d'enseignement, les projets retenus par le conseil d'école, le conseil des maîtres ou le conseil d'administration dans le cadre du projet d'école ou d'établissement.

**Le pilotage et la gouvernance du projet éducatif local, une logique de mobilisation citoyenne**  
Si le projet éducatif local est impulsé et piloté

par la collectivité territoriale, l'implication de tous les acteurs éducatifs, institutions éducatives, parents et citoyens est incontournable pour que se créent de véritables convergences éducatives.

Avoir l'ambition d'associer tous les acteurs est nécessaire. On peut passer par la définition d'un pacte de confiance entre ceux-ci. Et le fait de sceller ce pacte contribue à une gouvernance plus partagée. ●

« L'élaboration d'un projet éducatif local invite les différents acteurs éducatifs du territoire à entrer dans un processus d'élaboration partagée et d'accompagnement mutuel. »



© Les Francas, AD44



## - FICHES PRATIQUES - PROJET ÉDUCATIF TERRITORIAL (PEDT)

---

L'essentiel pour élaborer,  
mettre en oeuvre et développer  
un projet éducatif territorial

---



MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE, DE  
L'ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR ET DE  
LA RECHERCHE

MINISTÈRE  
DE LA VILLE,  
DE LA JEUNESSE  
ET DES SPORTS



## Dix bonnes raisons de mettre en place un projet éducatif territorial (PEDT), en particulier en milieu rural :

### 1 - IL EST AU SERVICE DE LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET DU BIEN-ÊTRE DES ENFANTS (voir fiche 3)

Le PEDT est un projet conçu dans l'intérêt de l'enfant. C'est un cadre qui permet à l'ensemble des acteurs éducatifs de coordonner leurs actions de manière à respecter au mieux les rythmes, les besoins et les aspirations de chaque enfant. En effet, la diversité des acteurs et des situations pédagogiques multiplie les possibilités pour les enfants de s'épanouir en acquérant différents savoirs, savoir-faire et savoir être.

### 2 - IL CONSTITUE UN FACTEUR D'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE POUR LES FAMILLES

Le PEDT, en assurant, notamment en fin d'après-midi, l'organisation d'une offre d'activités périscolaires en continuité et en complémentarité avec l'école, facilite les organisations familiales. Il répond aux besoins de prises en charge des enfants, surtout pour les parents qui travaillent. Avec la présence de l'école, l'existence d'une offre d'activités périscolaires de qualité dans le cadre d'un PEDT est un facteur favorable à l'installation ou au maintien des familles dans les territoires.

### 3 - IL OUVRE DROIT AUX FINANCEMENTS DE L'ÉTAT (voir fiche 2)

Le versement du fonds de soutien au développement des activités périscolaires (voir fiche 2), qui succède au fonds d'amorçage, est désormais pérennisé et conditionné à la conclusion d'un PEDT.

Pour aller plus loin : <http://pedt.education.gouv.fr/les-aides-financieres>

### 4 - IL OFFRE UN CADRE FACILITANT L'ORGANISATION DES ACCUEILS DE LOISIRS PÉRISCOLAIRES <sup>1</sup>

Les collectivités signataires d'un PEDT et déclarant au moins un accueil de loisirs périscolaires peuvent bénéficier d'un cadre réglementaire adapté pour les accueils de loisirs périscolaires :

- un taux d'encadrement plus souple (un animateur pour 14 enfants de moins de 6 ans au lieu de 10, un animateur pour 18 enfants au lieu de 14) ;
- la possibilité d'inclure les intervenants ponctuels dans le calcul du taux d'encadrement ;
- une durée de fonctionnement journalière minimale d'un accueil de loisirs périscolaires ramenée de deux à une heure.

<sup>1</sup> Décret n° 2013-707 du 2 août 2013 : <http://pedt.education.gouv.fr/les-textes-de-reference>

## 5 - IL FAVORISE L'IMPLICATION DES FAMILLES DANS LE PARCOURS ÉDUCATIF DE LEURS ENFANTS

Le PEDT donne une place nouvelle aux familles et à leurs représentants, notamment dans le comité de pilotage. Il est le cadre pour organiser les modalités d'information, de participation voire d'implication des familles en matière d'activités périscolaires. Des parents détenteurs de savoir-faire particuliers peuvent également être mobilisés pour intervenir pendant les activités périscolaires (exemples : artisans, agriculteurs, jardiniers, artistes, pompiers volontaires, etc.).

## 6 - IL DYNAMISE LA VIE ASSOCIATIVE CULTURELLE, SPORTIVE ET CITOYENNE DU TERRITOIRE

Dans les territoires où existe un tissu associatif, le PEDT vivifie et dynamise la vie associative. Les bénévoles associatifs, et le cas échéant, les salariés, peuvent être mobilisés pour des interventions dans le cadre scolaire et/ou périscolaire. Par ailleurs, le PEDT favorise l'ouverture des associations au monde éducatif et l'élaboration de projets collectifs impliquant plusieurs associations permet le développement de liens entre elles.

Dans les territoires comptant peu ou pas d'associations, les collectivités peuvent solliciter les organismes et personnes ressources départementales telles que le référent « vie associative » des DDSC/PP, les groupes d'appui départementaux (Gad), le collectif des associations complémentaires de l'école (Cape) ainsi que les services du conseil départemental.

## 7 - IL FACILITE UNE POLITIQUE D'INCLUSION DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP

Le PEDT favorise l'inclusion de tous les enfants pendant les temps scolaires et périscolaires. Il peut être l'occasion de mettre en place des activités de sensibilisation des enfants au handicap, en particulier à travers des mises en situation ludiques et sportives.

Pour faciliter l'inclusion des enfants en situation de handicap au sein des accueils de loisirs, organisés notamment dans le cadre d'un PEDT, la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) mobilise pour soutenir les communes une partie des crédits du fonds « publics et territoires ». Ces crédits permettent d'accompagner financièrement les gestionnaires d'accueil pour le renforcement de la fonction d'animation et de soutenir des actions de pilotage des projets. En appui aux collectivités, le ministère chargé de l'Éducation nationale a par ailleurs demandé à ses services de faciliter l'emploi, dans le cadre d'un cumul d'activités, des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) lorsque l'accessibilité des activités périscolaires nécessite une présence humaine renforcée.

**Fonds publics et territoires :** <http://www.securite-sociale.fr/L-Etat-et-la-CNAF-aux-cotes-des-communes-pour-favoriser-l-acces-des-enfants-en-situation-de?type=presse>

**Mission AESH :** [http://www.education.gouv.fr/cid53535/mene102286\\_1c.html](http://www.education.gouv.fr/cid53535/mene102286_1c.html)

## 8 - IL FAVORISE LE DÉVELOPPEMENT DES LOISIRS POUR TOUS ET CONTRIBUE AU PARTAGE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET À LA CULTURE DU « VIVRE ENSEMBLE »

Le PEDT initie une démarche collective en faveur de la mixité des publics qui permet à tous les participants de faire l'apprentissage de la solidarité dans le respect de la diversité et des différences.

Le PEDT permet la mise en place d'activités participatives qui favorisent l'implication des enfants pour

construire des espaces favorables à l'échange et au « vivre ensemble ». Ces activités visent ainsi à l'acquisition de l'expérience de la rencontre, de l'ouverture culturelle et de la mixité pour faire vivre et partager les pratiques démocratiques et la citoyenneté. Le comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC) soutient la mise en place de modules de formation aux valeurs de la République, à l'éducation à la citoyenneté et à la lutte contre les discriminations.

**CIEC :** <http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/liseuse/3593/master/index.htm>

## 9 - IL FAVORISE LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DANS LES SECTEURS DE L'ANIMATION ET DU SPORT

Outre la mobilisation de personnels municipaux tels que les Atsem, les collectivités peuvent faire appel ponctuellement à des intervenants extérieurs ou confier à une association l'organisation des activités et/ou le recrutement des animateurs et éducateurs sportifs nécessaires. Souvent, ces démarches se traduisent par le développement de formations continues (CNFPT, DDCS/PP, associations d'éducation populaire), volontaires (Bafa/BAFD) ou professionnelles (BPJEPS/DEJEPS), ainsi que par le recrutement d'encadrants.

L'État soutient fortement ces efforts pour l'emploi et la formation d'animateurs et d'éducateurs sportifs : fonds de soutien au développement des activités périscolaires, dispositif Sésame vers l'emploi pour le sport et l'animation dans les métiers de l'encadrement, emplois d'avenir, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation (voir fiche 5).

La CNAF, avec l'aide spécifique aux rythmes éducatifs (ASRE), les aides individuelles aux jeunes pour l'obtention du Bafa et l'aide au pilotage dans les contrats enfance jeunesse, y contribue également.

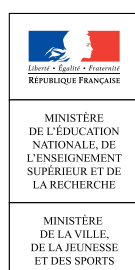
**Contact :** Direction départementale de la cohésion sociale/et de la protection des populations (DDCS/PP).

## 10 - IL FAVORISE LES COOPÉRATIONS ENTRE COMMUNES

Les communes rurales qui sont confrontées à un manque de locaux, d'équipements ou d'animateurs qualifiés peuvent trouver des solutions dans la coopération entre communes. Par sa dimension partenariale, le PEDT permet, dans le cadre d'un regroupement pédagogique intercommunal (RPI) ou d'autres collaborations intercommunales, de mutualiser les ressources. Plus d'un tiers des PEDT sont ainsi conclus dans le cadre d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

**Contact :** groupe d'appui départemental (Gad)

<http://pedt.education.gouv.fr/les-contacts-utiles-pour-vous-accompagner>



avec le concours de :







**Le PEDT est un instrument souple et adaptable à toutes les réalités locales. La mise en œuvre d'un PEDT passe par différentes phases, de l'élaboration du diagnostic à la diffusion du projet à l'ensemble de la communauté éducative.**

## LES ÉTAPES CLÉS

### ■ Réunir les acteurs locaux et réaliser un diagnostic

L'élaboration d'un état des lieux des besoins des enfants et des ressources sur un territoire est une étape essentielle qui passe par la consultation des acteurs éducatifs locaux et la constitution d'un comité de pilotage (Copil). Celui-ci rassemble, à l'initiative du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), les compétences indispensables et les partenaires engagés : responsable des services communaux ou personnel municipal, responsables associatifs, représentants des parents, directeurs d'école, etc.

Ce Copil permet :

- de déterminer les objectifs éducatifs du projet, complémentaires avec les projets d'école, et d'apprécier l'échelle territoriale pertinente (communale, pluri ou intercommunale, bassin de vie) et le public visé (niveau maternel, élémentaire, éventuellement 2nd degré) ;
- d'établir un diagnostic partagé sur les activités déjà mises en place, les besoins, les dispositifs éducatifs existants, les locaux disponibles, les compétences mobilisables.

### ■ Rédiger le projet et l'ajuster collectivement

Cette étape consiste à décrire les différents éléments qui constituent le projet partagé (état des lieux, objectifs éducatifs, etc.), les moyens à mobiliser, ainsi que les modalités d'accueil choisies (garderie, étude surveillée, mono-activité ou accueil de loisirs périscolaire). À ce stade, il peut être utile de nommer un référent ou un coordonnateur de projet.

Le projet intègre la question de l'accès aux activités de tous les enfants, y compris les enfants en situation de handicap. Cette étape est aussi l'occasion de s'interroger sur les horaires des transports scolaires, ce qui peut impliquer d'associer le conseil départemental au projet. S'agissant des locaux et notamment de ceux de l'école, des chartes d'utilisation des locaux peuvent être conclues pour optimiser leur gestion dans le respect des conditions de travail nécessaires à chacun.

### ■ Échanger avec les services de l'État et la Caf, en vue de signer la convention

En amont de la signature, un échange avec les services de l'État (éducation nationale et jeunesse et sports) et, le cas échéant avec la Caisse d'allocation familiale (Caf) facilite la validation finale du projet

et permet de réaliser les éventuels ajustements nécessaires. Le projet final doit être validé en comité de pilotage. La convention de PEDT est signée par l'ensemble des parties concernées et a minima le maire ou le président de l'EPCI, le préfet et l'IA-Dasen ; elle comprend en annexe la liste des activités. Ultérieurement, la convention pourra facilement faire l'objet de modifications par avenant, notamment pour enrichir les activités proposées.

**Pour aller plus loin sur la rédaction de la convention :**

<http://pedt.education.gouv.fr/outils-daide-la-redaction>

## ■ Diffuser le projet et informer tous les membres de la communauté éducative

Une fois la convention de PEDT signée, celle-ci gagnera à être diffusée afin de permettre à chacun (parents, animateurs et enseignants) de s'approprier le projet et de faciliter l'articulation des différents temps éducatifs. La liste des communes ayant signé un PEDT fait l'objet d'un arrêté du préfet qui est publié dans le recueil des actes administratifs de la préfecture.

La convention de PEDT fait l'objet d'un suivi par le comité de pilotage qui est chargé de l'évaluation du dispositif.

**Tableau détaillé des 4 étapes clés pour construire un PEDT :**

<http://pedt.education.gouv.fr/les-4-etapes-cles-pour-construire-son-projet-educatif-territorial>

## LES AIDES

### ■ Le groupe d'appui départemental

Dans chaque département, un groupe d'appui départemental (Gad) a pour rôle d'accompagner les collectivités qui le souhaitent dans l'élaboration du PEDT. Il réunit l'ensemble des acteurs : représentants des services de l'État (éducation nationale et jeunesse et sports), du conseil départemental, de la Caf, le cas échéant de la caisse de la mutualité sociale agricole (MSA) du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et des associations, notamment celles qui sont adhérentes au « collectif d'associations partenaires de l'école » (Cape).

Le Gad peut être sollicité en tant que de besoin par les collectivités qui le souhaitent. (Contact DDCS ou DSDEN)

**Coordonnées de votre Gad :** <http://pedt.education.gouv.fr/les-contacts-utiles-pour-vous-accompagner>

### ■ Les aides financières

#### AIDES AU FONCTIONNEMENT

##### **Le fonds de soutien de l'État au développement des activités périscolaires**

À compter de l'année scolaire 2015-2016, le fonds de soutien de l'État est pérennisé. Les aides sont destinées à soutenir le développement des activités périscolaires organisées dans le cadre d'un PEDT pour les écoles maternelles et élémentaires publiques ou privées sous contrat ayant mis en œuvre la réforme. L'aide s'élève à 50 € par élève et par an. Elle est complétée de 40 € par élèves et par an pour les seules communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) dite « cible » ou la dotation de solidarité rurale (DSR) dite « cible », ainsi que dans les Dom.

## Les aides financières des Caisses d'allocations familiales (Caf)

Les Caisses d'allocations familiales (Caf) peuvent participer financièrement à la mise en œuvre de la réforme des rythmes éducatifs via le soutien au développement des accueils collectifs de mineurs déclarés dans le cadre de différents dispositifs :

- l'aide spécifique rythmes éducatifs (ASRE) pour les nouvelles heures périscolaires dégagées par la réforme ;
- la prestation de service accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) pour les autres heures périscolaires d'accueils ;
- l'aide à l'accessibilité des activités périscolaires aux enfants en situation de handicap.

**Pour aller plus loin sur les aides financières :** <http://pedt.education.gouv.fr//les-aides-financieres>

**Textes de références :** <http://pedt.education.gouv.fr/les-textes-de-reference>

## AIDES À L'INVESTISSEMENT

### Dotation d'équipement des territoires ruraux

Les communes répondant à certaines conditions démographiques et de richesse fiscale peuvent bénéficier de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). Avec la DETR, l'État participe au financement des investissements directs des communes et des intercommunalités en vue de la réalisation d'investissements, ainsi que de projets dans le domaine économique, social, environnemental et touristique ou favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural.

Les projets de construction, d'extension, d'aménagement ou de réhabilitation de locaux scolaires ou liés aux temps d'activités périscolaires peuvent être subventionnés au titre de la DETR. Cette dotation n'est pas cumulable avec certaines subventions d'État telles que l'aide financière du CNDS.

### Centre national de développement du sport

Au sein des zones de revitalisation rurales (ZRR) et des quartiers prioritaires (QPV), les projets situés dans un bassin de vie en situation de sous-équipement sportifs peuvent recevoir un financement du CNDS.

Par ailleurs, le CNDS favorise l'implication des associations sportives dans la réforme des rythmes éducatifs afin qu'une offre en activités physiques et sportives (APS) soit intégrée aux projets éducatifs territoriaux (PEDT) notamment par la mise en place de parcours de découverte multi-activités sportives pour orienter les jeunes vers une pratique sportive régulière de leur choix. Le CNDS propose également des aides en matière d'emploi sportif (voir fiche 5).



avec le concours de :





**Proposer à chaque enfant scolarisé sur son territoire un parcours éducatif cohérent et adapté à ses besoins constitue pour toute commune un défi et un atout : le PEDT est un outil permettant de faire converger et d'articuler, dans l'intérêt de l'enfant, l'ensemble des propositions éducatives que le territoire peut offrir sur le temps périscolaire, en lien avec les projets d'école.**

## QU'EST-CE QUE LE TEMPS PÉRISCOLAIRE ?

Est qualifié de périscolaire le temps avant et après la classe durant lequel la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) organise la prise en charge des enfants scolarisés sur son territoire ; le temps périscolaire concerne donc :

- la période d'accueil du matin avant la classe ;
- la période méridienne, de la fin de la matinée au retour en classe l'après-midi ; cette période inclut, le cas échéant, le temps de restauration collective ;
- l'après-midi, lorsqu'il y a eu classe le matin ;
- la période d'accueil du soir après la classe.

## COMMENT ORGANISER LE TEMPS PÉRISCOLAIRE ?

Dans le cadre du PEDT, le partenariat entre les acteurs éducatifs permet, dans le respect des compétences de chaque acteur, d'organiser la complémentarité des différents temps d'accueils périscolaires. Plusieurs types d'activités peuvent être proposés :

- ateliers de découverte artistique, sportive, culturelle, etc. ;
- accompagnement à la scolarité ;
- étude surveillée ;
- garderie ;
- accueil de loisirs périscolaires.

Seul l'accueil de loisirs périscolaires est soumis à déclaration auprès de la DDCS/PP<sup>1</sup>, les autres activités sont organisées librement par la collectivité.

<sup>1</sup> DDCS/PP = direction départementale de la cohésion sociale/direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

## QU'EST-CE QU'UNE GARDERIE ?

Une garderie est un mode d'accueil qui ne répond pas à la définition de l'accueil de loisirs périscolaire et qui ne fait pas l'objet d'une réglementation spécifique. Ainsi, elle ne se caractérise pas par une diversité d'activités éducatives ou de loisirs. Les enfants accueillis peuvent y pratiquer des activités de leur choix (jeux libres, lecture, dessin, sieste, temps calme...) sans intervention pédagogique du personnel d'encadrement. La collectivité détermine librement les modalités d'encadrement, exception faite d'activités soumises à une réglementation spécifique (code du sport par exemple).

## QU'EST-CE QU'UN ACCUEIL DE LOISIRS PÉRISCOLAIRE ?

Accueil de mineurs à caractère éducatif, l'accueil de loisirs périscolaire est une organisation soumise à déclaration si les critères suivants sont réunis :

- au moins 7 mineurs accueillis en dehors du domicile parental ;
- lorsqu'il y a classe dans la journée ;
- pendant au moins 14 jours sur l'année ;
- durant au moins une heure par jour dans le cadre d'un PEDT ;
- présentant un caractère éducatif et offrant une diversité d'activités.

## POURQUOI ORGANISER UN ACCUEIL DE LOISIRS PÉRISCOLAIRE ?

La réglementation des accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif fixée par le code de l'action sociale et des familles contribue à la mise en place d'un temps périscolaire sécurisant et de qualité : l'accueil repose sur la mise en œuvre d'activités éducatives et pédagogiques par une équipe d'animation qualifiée. L'organisateur bénéficie de l'accompagnement pédagogique de la DDCS/PP et de l'appui technique et financier de la caisse d'allocation familiale (Caf).

De surcroît, l'honorabilité de chacun des intervenants déclarés est contrôlée par les services de l'État : vérification que ceux-ci ne sont pas frappés d'une incapacité d'exercice ou d'une mesure d'interdiction d'exercer et qu'ils ne figurent pas au fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes.

## QUELLE EST LA PLACE DES FAMILLES DANS L'ORGANISATION DU TEMPS PÉRISCOLAIRE ?

Les activités organisées par la commune ou l'intercommunalité dans le temps périscolaire ont un caractère facultatif : l'adhésion des familles au PEDT est un atout, il permet une meilleure articulation entre les différents temps de vie quotidiens des enfants. C'est pourquoi le PEDT doit prévoir les modalités d'information, de participation ou d'implication des familles, selon les activités organisées.

## COMMENT L'ORGANISATION DU TEMPS PÉRISCOLAIRE PARTICIPE D'UNE POLITIQUE LOCALE DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE ?

L'organisation du temps périscolaire conforte l'intervention de chaque acteur éducatif selon les modalités prévues par le PEDT. En outre, la diversité des acteurs et des situations pédagogiques enrichit les activités périscolaires et multiplie les possibilités pour les enfants de s'épanouir en acquérant différents savoirs, savoir-faire et savoir être. En offrant une vue d'ensemble sur les différents temps d'accueil des enfants, le PEDT permet d'identifier la plus-value éducative des activités proposées en dehors du temps scolaire par la collectivité et ses partenaires.

## Tableau des différents moments d'une journée où il y a école

	ACCUEIL DU MATIN ET DU SOIR	CLASSE ET RÉCRÉATIONS INTER CLASSES	PAUSE MÉRIDIANNE	ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES COMPLÉMENTAIRES (ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE)	ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES	ÉTUDE SURVEILLÉE
■ <b>cadre</b>	garderie ou ALP	EN	garderie ou ALP	EN	garderie ou ALP	garderie
■ <b>intervenants</b>	animateurs ou surveillants	enseignants	animateurs ou surveillants de cantine	enseignants	animateurs	enseignants ou surveillants d'étude
■ <b>responsable</b>	directeur garderie ou directeur ALP	directeur d'école	directeur du service de la cantine ou directeur ALP	directeur d'école	directeur garderie ou directeur ALP	directeur du service de l'étude (souvent le directeur d'école)

- EN : Éducation nationale
- ALP : accueils de loisirs périscolaires
- Les TAP ou NAP pendant les trois nouvelles heures dégagées par la réforme l'après-midi après l'école n'ont pas de statut juridique spécifique. Elles s'intègrent dans le cadre d'un ALP si l'accueil remplit les critères constitutifs d'un tel accueil (voir plus haut), ou dans une garderie dans le cas contraire. Les CAF ne versent l'aide spécifique (voir fiche 2) que si ces heures se déroulent dans le cadre d'un ALP.



avec le concours de :





**Pour déterminer les conditions d'encadrement des activités périscolaires, il convient de prendre en compte la catégorie juridique de l'activité concernée.**

### **GARDERIE ET AUTRES ACTIVITÉS NON SOUMISES À DÉCLARATION (voir fiche 3)**

Une simple garderie, une étude surveillée ou encore des ateliers « mono activité » ne font pas l'objet d'une réglementation spécifique. En conséquence, l'organisateur de telles activités n'est pas tenu de respecter un taux d'encadrement ou des conditions de qualification pour le personnel chargé de la surveillance des enfants. Pour autant, cela n'exonère pas l'organisateur du respect de certaines réglementations concernant par exemple les locaux, les équipements ou l'enseignement contre rémunération d'activités sportives (code du sport).

Ces activités se déroulent sous la responsabilité de l'organisateur qui doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour garantir la santé et la sécurité physique et morale des mineurs qui lui ont été confiés.

### **ACCUEIL DE LOISIRS PÉRISCOLAIRES**

#### **■ Des conditions d'encadrement plus souples**

Un accueil de loisirs est encadré par un directeur et une équipe d'animation composée d'un ou plusieurs animateurs permanents, présents sur tous les temps de fonctionnement de l'accueil.

À titre expérimental, pour les accueils de loisirs périscolaires organisés dans le cadre d'un PEDT, les taux d'encadrement peuvent être assouplis :

- 1 animateur pour 14 enfants de moins de 6 ans contre 1 pour 10 pour les accueils de loisirs périscolaires mis en œuvre en dehors d'un PEDT ;
- 1 animateur pour 18 enfants de 6 ans et plus contre 1 pour 14 pour les accueils de loisirs périscolaires mis en œuvre en dehors d'un PEDT.

De la même manière, les personnes qui participent ponctuellement avec le ou les animateurs à l'encadrement pendant les temps d'activités (éducateur sportif, intervenant artistique...) peuvent être comprises, pendant le temps où elles participent effectivement à l'accueil, dans le calcul des taux d'encadrement de l'accueil de loisirs périscolaires.

Ces animateurs qualifiés doivent constituer au moins 50 % de l'effectif d'encadrement requis par la réglementation. Des personnes en cours de formation ou des personnes non qualifiées peuvent également exercer des fonctions d'animation au sein de ces accueils ; cependant, le nombre de personnes non qualifiées ne peut être supérieur à 20 % de l'effectif d'encadrement requis ou à une personne lorsque cet effectif est de trois ou quatre).

**Plus de précisions sur les taux d'encadrement :** <http://pedt.education.gouv.fr/vos-questions> (question 22)

## ■ Qualifications pour animer

Peuvent exercer les fonctions d'animateur, les personnes :

- appartenant à un cadre d'emplois ou à un corps de la fonction publique territoriale dont la liste figure dans l'arrêté du 20 mars 2007 (article 1), notamment :
  - agent territorial spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) ;
  - animateur territorial ;
  - adjoint territorial d'animation ;
  - éducateur territorial des activités physiques et sportives ;
  - moniteur-éducateur territorial.
- titulaires du BAFA
- titulaires d'un diplôme, d'un titre ou d'un certificat de qualification prévu dans l'arrêté du 9 février 2007 (article 2) ou en cours de formation à l'un de ceux-ci, notamment :
  - qualifications professionnelles : CAP petite enfance, BAPAAT, BEATEP, BEES, BPJEPS, CQP animateur périscolaire ;
  - diplômes universitaires, notamment préparant aux métiers de l'enseignement : licence STAPS, licence sciences de l'éducation, certaines licences professionnelles.

## ■ Qualifications pour diriger

La qualification nécessaire pour diriger un accueil de loisirs périscolaires dépend des caractéristiques de celui-ci (nombre d'enfants accueillis et nombre de jours de fonctionnement sur l'année).

Peuvent notamment exercer des fonctions de direction, les personnes :

- appartenant à un cadre d'emplois ou à un corps de la fonction publique territoriale dont la liste figure dans l'arrêté du 20 mars 2007 (article 2), notamment :
  - attaché territorial, spécialité animation ;
  - animateur territorial ;
  - éducateur territorial de jeunes enfants ;
  - éducateur territorial des activités physiques et sportives ;
  - conseiller territorial socio-éducatif.
- titulaires du BAFD
- titulaires d'un diplôme, d'un titre ou d'un certificat de qualification prévu dans l'arrêté du 9 février 2007 (article 1) ou en cours de formation à l'un de ceux-ci, notamment :
  - qualifications professionnelles : DEFA, BEATEP, BPJEPS comprenant une unité complémentaire concernant la direction des centres de vacances et de loisirs, DEJEPS, certificat d'aptitude de professeur des écoles, certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (Capes), diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants, diplôme d'État d'éducateur spécialisé ;
  - diplômes universitaires, notamment préparant aux métiers de l'enseignement : certaines licences professionnelles, master métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation.

**N.B. :** Quand un accueil est organisé pour une durée supérieure à 80 jours par an avec plus de 80 mineurs, l'exercice des fonctions de direction est essentiellement réservé aux personnes titulaires de certaines qualifications professionnelles et à certains fonctionnaires.



Liste complète des cadres d'emplois ou à un corps de la fonction publique territoriale pour animer ou diriger un ACM : arrêté du 20 mars 2007 (article 1 / animation ; article 2/ direction)

[www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000274641](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000274641)

Liste complète des diplômes, titres ou certificats de qualification pour animer ou diriger un ACM : arrêté du 9 février 2007 modifié en dernier en octobre 2015 (article 1/ direction ; article 2/ animation)

[www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000615233](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000615233)



avec le concours de :





**En milieu rural, les besoins en compétences pour la mise en place d'un projet éducatif territorial (PEDT) se posent de manière souvent aiguë. Pour répondre à cet enjeu, certaines aides à l'emploi ou modes d'organisation du travail sont mobilisables par les collectivités, les intercommunalités et/ou les associations qui mettent en œuvre les activités.**

## MOBILISER LES AIDES À L'EMPLOI

### ■ En recrutant un jeune en emploi d'avenir

#### PRINCIPE

Embauche d'un jeune sans emploi de 16 à 25 ans sans diplôme, ou titulaire d'un CAP/BEP/BAPAAT (diplôme de niveau V) ou diplômé jusqu'à bac +3 s'il réside dans un quartier en politique de la ville ; sur une durée pouvant aller jusqu'à trois ans.

#### COÛT

7 500 € à 8 500 € par an.

#### INTÉRÊT

Le coût annuel est globalement équivalent au coût d'un animateur occasionnel pour 500 heures d'interventions. Ce dispositif permet de bénéficier d'animateur investi sur la durée.

#### Pour plus d'informations :

<http://travail-emploi.gouv.fr/emplois-d-avenir,2189/employeur,2191/recruter-un-jeune-en-emploi-d,15525.html>

### ■ En recrutant un apprenti

#### PRINCIPE

Le contrat d'apprentissage permet à un jeune âgé de 16 à 25 ans de suivre une formation en alternance entre l'employeur (public ou privé sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage) et un centre de formation des apprentis (CFA) pendant 1 à 3 ans selon les formations et le diplôme préparé. Ce jeune signe un contrat de travail de droit privé à durée déterminée ou indéterminée.

#### COÛT

7 500 € à 10 000 € par an.

Des aides de l'État (jusqu'à 3 000 € par an) et des régions (montants variables et incitatifs d'une région à l'autre, sont cumulables en fonction de la taille de la structure employeuse.

En complément de ces aides, les associations sportives peuvent recevoir jusqu'à 6 000 € par an pendant deux ans pour le recrutement d'un jeune en contrat d'apprentissage par le Centre national de développement du sport (CNDS). Le coût résiduel restant à charge est de 300 € par mois pour l'employeur.

#### **Les conditions d'éligibilité au CNDS :**

- l'association sportive doit être agréée par le ministère chargé des sports pour être éligible ;
- l'apprenti doit suivre une formation conduisant à un diplôme d'encadrement sportif éligible à l'apprentissage et figurant au code du sport.

#### **Pour plus d'informations :**

<http://www.drjscs.gouv.fr>

<https://www.alternance.emploi.gouv.fr>

## **■ En faisant appel aux aides à l'emploi du Conseil national de développement du sport (CNDS)**

### **PRINCIPE**

Le CNDS apporte un appui au recrutement de personnes qualifiées en apportant un appui financier aux postes relevant des champs du sport.

### **MONTANT**

L'aide globale forfaitaire, dégressive ou non, apportée par le CNDS pour une création d'emploi à temps plein pour une durée de quatre années pouvant aller jusqu'à 18 000 €/an selon les régions.

#### **Pour plus d'informations :**

<http://www.cnds.sports.gouv.fr/>

## **MUTUALISER DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES EN AYANT RECOURS AU GROUPEMENT D'EMPLOYEURS**

Pour répondre aux besoins, la mutualisation des emplois et des compétences constitue une piste de réflexion à prendre en compte dans l'organisation du travail sur les territoires.

Si l'offre d'activités pertinentes par les associations locales n'est pas suffisante pour couvrir les besoins sur le temps périscolaire, la mutualisation des emplois dans le cadre d'un Groupement d'employeurs (GE), regroupant en son sein collectivités territoriales et associations, peut permettre de diversifier les activités proposées.

Ce type de partenariat permet de sécuriser la fonction employeur des associations. Les associations se professionnalisent, en s'investissant de manière régulière et pérenne sur des activités similaires à celles qu'elles ont l'habitude de mettre en place. Pour les collectivités, le recours au groupement d'employeur contribue à sécuriser la prestation. De surcroît, la qualité de membres adhérents du GE leur permet de participer à la gouvernance et de contribuer au développement de la qualité des emplois. Cependant l'adhésion des collectivités est encadrée afin de préserver l'emploi territorial public.

#### **Pour plus d'informations :**

<http://www.sports.gouv.fr/emplois-metiers/acces-a-l-emploi/Emploi-dans-le-sport-et-l-animation/Creer-un-groupe-d-employeurs-dans-le-secteur-non-marchand/>

## FAIRE APPEL À DES PRESTATAIRES DE SERVICE

Une collectivité territoriale peut faire appel à des associations mais aussi à des entreprises.

En fonction de l'importance des montants envisagés, le recours aux procédures de mise en concurrence par le biais d'appels d'offres peut être nécessaire.

La prestation de services confiée à un auto-entrepreneur se développe dans les secteurs de l'animation, du sport et des loisirs. Certaines collectivités territoriales et/ou associations qui salariaient des professionnels de l'animation choisissent le recours aux prestations de services d'auto-entrepreneurs. Ce recours aux services d'un auto-entrepreneur est possible mais doit s'inscrire dans un cadre très précis. C'est la condition pour éviter toute requalification du contrat de prestation en contrat de travail si la preuve peut être apportée que l'activité n'est pas exercée de façon réellement indépendante.

### Pour plus d'informations :

<http://www.lautoentrepreneur.fr/index.htm>



avec le concours de :



# ÉLABORATION ET MISE EN PLACE D'UN PEDT : DES MAIRES TÉMOIGNENT

BLASIMON

DANIEL BARBE

Commune en regroupement pédagogique intercommunal avec Mauriac et Ruch

« Je crois qu'au final on a réussi à construire une maison commune à tous les acteurs éducatifs. »



■ 150 élèves - 2 écoles

■ Les TAP sont organisés les lundis, mardis, jeudis de 16h15 à 17h15

## LA MISE EN PLACE DU PEDT

Dans un premier temps, le PEDT a permis de formaliser ce que l'on faisait déjà (accompagnement à la scolarité, multisports...). Puis nous sommes allés plus loin en demandant à des associations et des bénévoles de participer à une réflexion autour de la continuité éducative. **Notre volonté était de rester sur un projet très simple et avec du bon sens, ce qui nous a permis de formaliser un PEDT pragmatique, concis et compréhensible de tous.**

Pour la maternelle par exemple, on propose aux élèves des temps calmes et des temps d'activités ludiques qui tiennent compte de leur rythme et surtout ne les bousculent pas.

## QU'APPORTE LE PEDT AUX ENFANTS ?

C'est d'abord leur permettre de découvrir des activités qu'ils n'auraient jamais eu l'occasion de pratiquer, notamment pour des raisons financières. En tant qu'intervenant dans le cadre d'un atelier de médiation animale, je m'aperçois que les enfants qui sont en échec scolaire deviennent moteurs dans le cadre des activités. **Enfin, dernier élément qui me semble essentiel pour aider les enfants à se structurer : cela permet de créer des souvenirs pour plus tard et de l'attachement à leur territoire.**

## LES INTERVENANTS

Notre PEDT a servi de trame à d'autres communes voisines et des RPI du territoire.

**Pour mettre en place les activités périscolaires à l'échelle du RPI, nous avons signé des conventions avec les associations locales de façon à assurer des bases pérennes et solides à la mise en place des activités périscolaires.** L'objectif de ces conventions est de garantir la qualité des intervenants et des activités proposées mais également de rassurer les associations sur le volet « sécurité » qui incombe aux communes. Ce partenariat avec les associations est « gagnant-gagnant » puisqu'elles ont vu par ailleurs leur nombre d'adhésions augmenter ces derniers temps.

Des bénévoles s'investissent énormément, ils ont souhaité faire découvrir leur passion aux enfants, comme l'aéromodélisme par exemple.

**Je crois qu'au final on a réussi à construire une maison commune à tous les acteurs éducatifs. Cela prend du temps et nécessite des moments d'échanges entre les uns et les autres. En restant simple et ouvert à tous, on peut avancer avec l'ensemble des partenaires.**



« En résumé, pour élaborer un PEDT, il faut communiquer et être pédagogue. »

- 200 élèves – 2 écoles
- Les TAP sont organisés le vendredi de 13h30 à 16h30

### LA MISE EN PLACE DU PEDT

Après une mise en place de la réforme des rythmes éducatifs un peu difficile, nous avons adressé un questionnaire aux parents fixant plusieurs choix : 75 % des parents ont souhaité que les NAP se déroulent le vendredi après-midi.

La mise en place d'un PEDT a permis une relation associations, parents, élus, enseignants et direction périscolaire. **Nous avons élaboré une charte d'occupation des locaux de l'école pour faciliter l'accès aux classes.** Cela a également entraîné des changements d'emplois du temps des personnels de service. Beaucoup de réunions, de concertation et d'explications ont donc été nécessaires.

### LES ACTIVITÉS ET LES INTERVENANTS

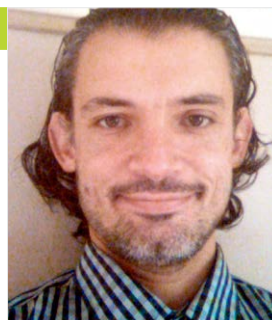
Nous organisons des activités le vendredi de 13h30 à 16h30 décomposées en deux temps, par groupe d'enfants. Les petites et moyennes sections ont un temps de sieste, puis sont pris en charge par une conteuse dans les locaux habituels de leur classe. Avec les parents, nous n'avons pas voulu changer leurs habitudes et remplacer une sieste par des activités. Les enfants choisissent leur activité pour 6 à 7 semaines (soit entre deux périodes de vacances.) Nous avons quatre animateurs Bafa ou BPJEPS qui interviennent aussi en périscolaire et en ALSH pour proposer différents ateliers (par exemple anglais ou espagnol en s'amusant).

Nous avons également fait appel à des associations extérieures : danse (dont nous payons le professeur), sport boules, chasse pour intervenir sur l'environnement...

**Sur la citoyenneté, nous envisageons de faire intervenir l'association des anciens maires, un ancien maire de la commune et d'autres personnes ressources.** J'interviendrai également une demi-journée sur ce thème. Tout est coordonné par la directrice du centre de loisirs qui a une lourde tâche.

Les intervenants nous coûtent très chers : en moyenne 150€ par vendredi et par intervenant avec 4 ou 5 intervenants. Nous avons choisi de faire ces animations payantes suivant le quotient familial (entre 4.50 et 5 € par enfant et par vendredi). Pour le volet financier, le PEDT a aussi été travaillé avec la DDCS et la Caf. Pour une moyenne de 80 enfants (sur 200 scolarisés), le coût résiduel (subventions déduites) est de 24 000 € pour la commune (1/2 journée de chauffage en plus-ménage supplémentaire et temps d'activités avec matériel supplémentaire). C'est donc une charge financière et des responsabilités importantes pour les élus.

**En résumé, pour élaborer un PEDT, il faut communiquer et être pédagogue.** C'est un projet intéressant mais un « mode d'emploi » pratique serait le bienvenu, pour gagner du temps plutôt que d'utiliser la « débrouille ». C'est une surcharge importante d'inscription, de coordination, de recherches d'intervenants, de responsabilité des enfants qu'il faut anticiper. **La grande consolation est que les enfants sont enthousiasmés par ces temps d'activité.**



Sous forme de SIVOS avec Morgny

« Les animations proposées dans le cadre du PEDT représentent une réelle plus-value pour communiquer autour de notre volonté politique de faire vivre notre village. »

- 150 élèves – 2 écoles
- Les TAP sont organisés les mardis, jeudis et vendredis de 15h30 à 16h30

### QU'APPORTE LE PEDT À VOTRE COMMUNE ?

Les animations proposées dans le cadre du PEDT représentent une réelle plus-value pour communiquer autour de notre volonté politique de faire vivre notre village.

**C'est également un vrai service public proposé aux familles. Pour les enfants, cela représente une opportunité de développer et pratiquer des activités selon leurs centres d'intérêts.**

### LA MISE EN PLACE DU PEDT

Pour mettre en place ce projet, nous avons mobilisé les associations de nos deux villages, les bénévoles, les équipes de la Médiathèque intercommunale pour les animations et la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) et le Conseil régional pour les financements.

J'assure la coordination du PEDT, pour le compte du SIVOS.

**Nous programmons des activités culturelles, sportives, ludiques et environnementales en rendant cohérent cette programmation avec des semaines nationales : semaines du goût, du développement durable, des semaines de la langue française et de la francophonie....**

Toutes ces activités sont mises en place dans notre commune grâce au PEDT établi et par l'intermédiaire de cette réforme des rythmes éducatifs. Ce n'est pas qu'une réforme des rythmes scolaires.

Actuellement, 72 % de la population scolaire profitent de ces activités. Sur l'année dernière, nous étions à un taux de 56 %.

### LES INTERVENANTS

**Nous avons recruté deux animateurs en sus de notre équipe, diplômés respectivement d'un Bafa et d'un BPJEPS. La mutualisation s'est effectuée sur les Atsem que nous avons déjà en poste.**

Ainsi, cela nous a permis, de structurer un programme d'activités de qualité et surtout complet en terme d'offres : activités manuelles, activités ludiques, activités sportives, culturelles, ludiques...etc.

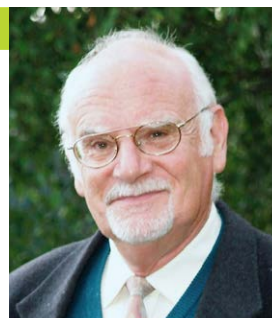
### DES CONSEILS POUR METTRE EN PLACE UN PEDT ?

Le PEDT permet aux enseignants, parents et dirigeants associatifs de se réunir et de réellement comprendre les intérêts éducatifs que peut représenter la mise en œuvre de ces animations, pour tous les enfants.

**En tant que maire, il faut être en capacité de s'approprier ce projet au même titre que des dossiers d'investissement. Il faut arriver à exprimer et écrire ce que nous voulons proposer à nos enfants, sans se brider et arrêter les moyens nécessaires et possibles.**

Commune rurale,  
située au cœur de la Corrèze

« Nous pouvons dire  
que les choses se sont bien passées :  
les enseignants sont participatifs,  
nos personnels jouent le jeu,  
les parents sont contents et surtout...  
les enfants aussi. »



■ 350 élèves - 5 écoles

■ Les TAP sont organisés les mardis de 16h à 17h30 et de 16h à 16h30 les lundis, jeudis et vendredis

### UNE RÉFLEXION QUI A DÉBUTÉ EN 2013

**Nous avons décidé, dans un premier temps, de faire avec nos propres moyens en matière de compétences, de matériels, de personnels... et de mobiliser nos ressources existantes.**

Il est ressorti de nos premières réunions, notamment avec les enseignants et les parents d'élèves, un « projet d'actions et une organisation maison » que nous avons mis en œuvre dès la rentrée 2013, avec la participation des agents communaux affectés à l'école et de parents et de grands-parents bénévoles : initiation à la langue anglaise, atelier photos... Ces activités ont été complétées par des actions des personnels communaux : cuisine, découverte de la forêt...

Grâce à ce bénévolat (avec convention entre la commune et les intervenants), le coût de ces activités éducatives a été compensé par la dotation d'amorçage de l'État.

### LA MISE EN PLACE DU PEDT

Cette première expérience concrète a interrogé les écoles et les élus de quatre communes voisines qui avaient la même volonté que nous et surtout les mêmes interrogations. **Nous avons donc acté le principe d'engager une réflexion commune pour analyser ce que nous faisons à Rosiers d'Egletons avec l'intention de le décliner aux autres communes volontaires tout en l'améliorant progressivement.**

Cette initiative commune et notre expérience a généré un groupe de travail, proposé par le département, pour venir en appui de façon professionnelle, afin d'organiser des actions coordonnées et construire un PEDT commun structuré. Ce groupe était composé du « service de la famille » du Conseil général, de la fédération de l'action laïque, de la Ligue de l'enseignement, et bien sûr, des cinq maires concernés. **Cela nous a permis de formuler un avant-projet (contenu et organisation coordonnée entre les cinq écoles) autour de thématiques fédératrices communes : culture - environnement - patrimoine définies en concertation avec les élus et les enseignants.**

Après l'étude du projet par l'Inspection académique et validation par la Direction départementale de l'Éducation nationale, nous l'avons mis en œuvre à la rentrée 2014 après nous être rapproché du Service enfance jeunesse de la communauté de communes à laquelle adhèrent les cinq communes pionnières. Le service « Enfance Jeunesse » de la communauté étant agréé par la Caisse d'allocations familiales, nous pouvons ainsi bénéficier indirectement de la participation financière de la Caf, son montant étant déduit de la facture adressée aux communes par la communauté, le solde restant à la charge des communes correspondant à peu près à la participation pérennisée de l'État. **Ce qui signifie aussi que si le projet est bien conçu, sa réalisation ne coûte pas cher à la commune.**

S'agissant des intervenants, les personnels agréés de la communauté existaient déjà dans le cadre des centres de loisirs, mais les nouvelles interventions en milieu scolaire ont permis de compléter des temps partiels.

**À l'expérience de l'année scolaire 2014/2015, nous pouvons dire que les choses se sont bien passées : les enseignants sont participatifs, nos personnels jouent le jeu, les parents sont contents et surtout les enfants aussi.** C'est l'esprit rassuré que nous avons reconduit cette même organisation à la rentrée 2015.



---

pedt.education.gouv.fr  
pedt.jeunes.gouv.fr





**Extraits des Cahiers de l'action édités par l'INJEP :**  
**Construire une démarche d'évaluation partagée :**  
*Une expérimentation dans le Pas-de-Calais*

**L'évaluation : un « singulier pluriel »**

Il est nécessaire de rappeler que l'évaluation est distincte du contrôle. Le contrôle, indispensable à l'action publique, partie intégrante de la culture de l'administration française, cherche essentiellement à vérifier le respect de règles et de normes, alors que l'évaluation cherche à produire un jugement de valeur sur le bien-fondé et l'efficacité d'une politique, d'un projet ou d'une action. Elle est indissociable de l'interprétation – la subjectivité n'est donc pas absente – à partir de données parcellaires.

Notons que, même lorsqu'elle se veut objective et qu'elle s'appuie sur des faits irréfutables, toute évaluation est plus ou moins située. Il est impossible de dissocier l'évaluation de sa base informationnelle. En effet, la collecte d'information n'est pas objective et va dépendre du jugement des « collecteurs d'information ». La prise en compte de tels éléments comme critères de jugement résulte directement de leur prise en compte comme informations pertinentes.

Ainsi les activités de jugement et les activités de connaissance ne sont pas séparées. Il existe une multitude de définitions et de pratiques en matière d'évaluation; en ce sens on peut parler de l'évaluation comme d'un « singulier pluriel ». Face à cette hétérogénéité des pratiques en matière d'évaluation, et par conséquent face à l'hétérogénéité du sens que l'on peut donner aux évaluations, la construction partagée et collective de l'évaluation permet de surmonter le premier écueil lié à l'ambiguïté du terme. Il s'agit de répondre à la question simple mais trop souvent omise : quelle évaluation voulons-nous construire ensemble ?

**Éléments de définition**

«Évaluer c'est un processus (c'est-à-dire une activité continue) par lequel on définit (c'est-à-dire on identifie les informations pertinentes), on obtient (par la collecte, l'analyse, la mesure des données) et on fournit (c'est-à-dire qu'on communique ces données) des informations (c'est-à-dire des faits à interpréter) utiles (c'est-à-dire qui satisfont aux critères de pertinence) permettant de juger les décisions possibles (réajustement, arrêt de l'action, réorientation, continuation, etc.)».

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé au bon déroulement de la journée.

